

Déforestation : les défis de la Colombie

Le pays hôte de la COP16 sur la biodiversité doit à la fois protéger sa forêt et faire reculer la culture de la coca

REPORTAGE

CALAMAR ET GUACAMAYAS (COLOMBIE) -
envoyée spéciale

Tout au bout de l'immense prairie, la forêt amazonienne dessine une ligne sombre. Quelques zébus broutent au loin. « Quand nous sommes arrivés il y a cinquante ans, il n'y avait que de la forêt, partout », se souvient Pablo Emilio Olarte, 74 ans, qui habite une maison de bois du hameau de Guacamayas, dans le département colombien du Guaviare. Les rares camions qui passent sur la piste soulèvent une poussière rouge. « Mon père et moi avons tout déboisé à la hache. Dix hectares par an pendant trente ans », poursuit Pablo Emilio. Il a élevé des vaches, puis planté de la coca, l'arbruste dont on tire la cocaïne, puis arraché ses plants de coca et acheté d'autres vaches. « Bref, j'ai fait comme tout le monde, résume le paysan. Mais nous avons pris conscience du mal que nous avons fait et nous essayons de le réparer. » Pablo Emilio a fondé et préside aujourd'hui la petite association d'éleveurs agriculteurs écologiques de Guacamayas.

Plus de la moitié du territoire colombien (52 %) est encore aujourd'hui couverte de forêt naturelle, pour les deux tiers par la forêt amazonienne. Mais le pays qui, en 1990, date des premiers relevés, comptait 64,8 millions d'hectares de forêt en a perdu près de 6 millions. Avant 1990, les autorités poussaient les paysans pauvres à s'installer en Amazonie. « Et il y a encore quelques années, pour obtenir un prêt de la banque, il fallait montrer qu'on avait déboisé », se souvient Danilo Avila, éleveur lui aussi.

Pour le chercheur Javier Revelo-Rebolledo, de l'université du Rosaire à Bogota, « à la différence du Brésil où la déforestation est essentiellement le fait de gros opérateurs agro-industriels, exportateurs de soja ou de viande, en Colombie, elle résulte de l'action d'acteurs très divers, des petits paysans aux grands spéculateurs fonciers, en passant par les narcotrafiquants et les groupes armés ». « Le grand problème, ici en Colombie, c'est que l'Etat peine à contrôler son territoire », ajoute Marie-Gabrielle Piketty, économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et spécialiste de l'Amazonie.

ÉLEVAGE DÉVASTATEUR

A l'est de la cordillère des Andes, le Guaviare, qui s'étend sur 55 000 kilomètres carrés – le dixième de la superficie de la France –, en est un bon exemple. Le département, qui reste boisé à 85 %, a connu au tournant du siècle un phénoménal boom de la coca. Les épandages aériens de glyphosate à grande échelle et les programmes dits « de substitution » ont finalement déplacé les cultures illicites vers l'ouest du pays, sans en venir à bout. La Colombie reste le premier exportateur mondial de cocaïne. Selon le dernier rapport de l'agence de l'ONU contre la drogue et le crime, la production de poudre blanche y a explosé en 2023 pour atteindre plus de 2 600 tonnes, soit une augmentation de 53 % par rapport à 2022.

« L'idée est restée que la coca était responsable de la déforestation, analyse Luisa Clavijo du département régional pour la protection de l'environnement. Mais, l'élevage est bien plus dévastateur. Un paysan peut vivre de quelques hectares de coca. Mais s'il veut élever du bétail, il a besoin de dizaines d'hectares. » Selon une étude publiée dans la revue *Nature* en 2022, l'élevage a déforesté soixante fois plus que la coca entre 1985 et 2019. Il a explosé après l'accord de paix signé avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), en 2016. « Paradoxalement, le conflit armé a un temps freiné l'avancée du front pionnier », confirme Javier Revelo-Rebolledo.

A qui s'étonne de la maigreur des zébus qui broutent la prairie, le vétérinaire Camilo Fajardo explique : « Le sol amazonien est très pauvre. La mince couche végétale, une fois privée des arbres qui la protègent, ne se régénère pas. L'herbe qui pousse manque de nutriments. » Dans ce pays d'élevage extensif, une vache a besoin d'au moins 1 hectare.

Le gouvernement et une myriade d'instituts de recherche et d'organisations non gouvernementales tentent aujourd'hui d'aider les paysans à changer leurs pratiques. « La

seule façon d'empêcher la déforestation est de donner aux gens les moyens de vivre sur les terres disponibles », énonce Juan Pablo de l'ONF Andina (ONFA), la succursale pour les pays andins de l'Office national des forêts (ONF). Financé par l'Union européenne et par la coopération française, l'ONFA promeut depuis plusieurs années le sylvopastoralisme dans la région. En combinant forêt et élevage, la pratique permet de fertiliser naturellement le sol, d'améliorer le bien-être du bétail et d'augmenter le nombre d'animaux par hectare. Le lait et la viande gagnent en qualité.

« On voit bien que les animaux sont plus heureux quand ils ont de l'ombre », admet Jairo Arias. Cela va vous sembler absurde mais, ici, on pensait qu'une belle propriété, c'était une propriété bien propre, sans un seul arbre. » Grâce au programme TerrAmaz de l'ONFA, il a « changé de logiciel mental ». Il a divisé sa propriété en petites parcelles pour y alterner pâturage et jachère, planté du fourrage, installé des abreuvoirs, semé des haies vives et s'est engagé à ne plus rien déboiser. « Je suis passé d'une à presque deux vaches par hectare, se réjouit Jairo Arias. J'espère arriver à quatre. »

« Il n'y a pas que les petits paysans ! Il y a aussi des grands déboiseurs qu'on ne voit jamais, s'indigne cependant un éleveur qui requiert l'anonymat. Regardez toutes ces terres en bord de route entre Calamar et Miraflores, qui viennent d'être déboisées au vu et au su de tous. Pourquoi les autorités ne font rien ? »

Plus au sud, l'extraction minière légale et illégale contribue aussi à la dégradation de l'Amazonie sous le regard impuissant des



Ci-dessus à droite : des feuilles de coca récoltées dans la région de Norte de Santander, en Colombie, le 30 octobre 2022. SCHNEYDER MENDOZA/AFP En haut et à gauche : des éleveuses de bétail bénéficiaires d'un soutien pour mettre en place une rotation des pâturages et travailler sans déforester. RAUL ARBOLEDA/AFP

« POUR SAUVER
L'AMAZONIE, IL FAUT
PERMETTRE AUX
PAYSANS DE VIVRE
DIGNEMENT »

FARID CASTAÑO
maire du bourg de Calamar

autorités. Kelly Castaneda, qui travaille au département du plan de la préfecture, admet que l'action des pouvoirs publics est défaillante. Elle voudrait voir se mettre en place « une unité d'intervention rapide qui permettrait aux autorités administratives, judiciaires et politiques d'intervenir ensemble, dès la première alerte et de capturer ou de sanctionner les vrais coupables ». Ce sont trop souvent des « accapareurs de terres fantômes ». Le petit paysan ne fait alors que travailler et déboiser pour un patron dont il ignore tout.

« Nous manquons de moyens », confirme le jeune maire du bourg de Calamar, dans le sud du département. Farid Castaño a 27 ans. Con vaincu, lui aussi, que, « pour sauver l'Amazonie, il faut permettre aux paysans de vivre dignement », il a décidé de soutenir les « noyaux de développement forestiers » mis en place par le gouvernement de Gustavo Petro (gauche). L'idée est de mener dans un certain nombre de zones des plans pilotes pour permettre un usage soutenable de la forêt.

GUERRE ENTRE HÉRITIERS DES FARC

Les « dissidents » – à savoir ces combattants qui sont restés dans le maquis après la signature de l'accord de paix de 2016 ou qui y sont repartis – compliquent l'action des pouvoirs locaux. « Ici, c'est l'état-major central [EMC] qui s'est installé depuis plus de deux ans, mais l'autre groupe dit « de la segunda Maretalia » tente de s'implanter », décrypte le maire. Les deux se réclament des FARC, mais aucun n'est aussi discipliné que ne l'était la vieille guérilla. Les deux recrutent. « Ils n'ont plus

aucune idéologie, ils veulent juste de l'argent », témoignent des paysans en baissant la voix.

Mais les dissidents exercent de fait l'autorité. Couvre-feu à 18 heures, interdiction du port du casque pour les motards, déplacements fenêtres ouvertes pour les véhicules, interdiction de la déforestation et « vaccins » : les règles du « manuel de convivialité » de l'EMC sont strictes. Les « vaccins » sont les sommes que les paysans et les propriétaires terriens doivent payer à la guérilla, par tête de bétail ou par hectare, selon les cas.

A la tête d'une jolie petite ferme, Edith Martinez considère qu'il y a quelques avantages à la présence de la guérilla : « Les vols de bétail ont cessé et les abattages d'arbres ont diminué », observe-t-elle. Les combattants de l'EMC interdisent, en effet, aux paysans de déforester plus de 1 hectare par an. Leurs raisons font débat. « Les guérilleros ont besoin de forêt pour se cacher », conclut un paysan. « Ils veulent surtout nous soutirer du fric », corrige un autre, en rappelant que « le mec qui a de quoi payer peut déforester ce qu'il veut ».

Alors que les groupes armés font barrage aux autorités sur d'amples portions du territoire, l'EMC « a le pouvoir de ralentir ou d'accélérer la déforestation quand il le souhaite » dans les zones où il exerce une forte influence, estime l'International Crisis Group, dans un rapport publié vendredi 18 octobre. Il relève que « les taux de déforestation semblent avoir augmenté de façon spectaculaire au cours du premier semestre 2024 », après avoir diminué en 2022 et 2023. ■

MARIE DELCAS